



Rapport d'activité 2015

SOMMAIRE

→ LES TENDANCES DE L'ANNÉE 2015	PAGE 3
→ UNE ACTIVITÉ ORGANISÉE AUTOUR DE 4 GRANDS PROGRAMMES	PAGE 7
→ 4M transition numérique des quotidiens arabes Cinq journaux partagent leurs recettes numériques	Page 8
→ Shabab up (écoles) Cap sur le numérique pour les étudiants et leurs enseignants	Page 9
→ Image d'Afrique Formation Accompagner le développement du secteur audiovisuel en Afrique	Page 11
→ Ecrire et produire en Afrique Encourager la production locale de séries télévisées	Page 13
→ Afrique Innovation Inventer les médias de demain	Page 15
→ Myanmar Journalism Institute Une première promotion diplômée en 2015	Page 17
→ Ebticar Médias Un vent nouveau dans l'offre médiatique du monde arabe	Page 18
→ Faso Médias Les médias au service d'un débat démocratique apaisé	Page 19
→ Irak Libye Yemen Médias (ILYM) Quel rôle pour les journalistes dans les pays en crise ?	Page 21
→ L'incubateur des médias syriens Le point de rencontre d'une nouvelle génération de journalistes syriens	Page 23
→ Proximité Tunisie Améliorer la couverture médiatique locale	Page 25
→ Radio dialogue Un laboratoire de cohésion sociale pour les radios	Page 27
→ Deux voix, un avenir Renforcer la place des femmes dans la société malienne	Page 28
→ Médias 21 Les médias asiatiques et africains face aux enjeux climatiques	Page 30
→ BILAN FINANCIER	PAGE 32
→ BUDGET DES PROJETS	PAGE 33

LES TENDANCES DE L'ANNÉE 2015

Tout au long de 2015, Paris a été associé à bon nombre d'événements historiques et – parfois – dramatiques liés aux mondes des médias et du développement. De l'attentat contre un média emblématique en janvier jusqu'à la COP21 en décembre, les priorités de développement, le rôle des médias tout comme la liberté d'information ont été discutés et repositionnés de façon profonde et durable. Ce contexte a pesé sur l'environnement direct et l'activité de CFI.

En septembre 2015, à l'issue d'un long processus d'élaboration, le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé l'adoption des nouveaux objectifs de développement durable (ODD) qui élargissent la liste des secteurs concernés au sein desquels la liberté d'information fait son entrée. La cible 16.10 appelle à « garantir l'accès public à l'information » alors que d'autres cibles, dont la 16.6 demandent « la mise en place d'institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux ». **L'information, la redevabilité, l'inclusion de toutes les communautés dans les dynamiques de développement, qui sont autant d'objectifs poursuivis par un nombre croissant de projets portés par CFI, sont ainsi directement reconnues comme des priorités de la communauté internationale.**

Cette nouvelle approche renforce la légitimité et les ambitions des acteurs de la coopération médias qui, réunis au sein du Global Forum for Media Development (GFMD), ont milité pour cette reconnaissance.

En France également, 2015 a marqué une étape importante dans le traitement de l'aide publique au développement et l'élaboration de programmes ambitieux et structurants pour répondre aux faiblesses de gouvernance de nombreux pays du Sud.

Les attaques terroristes de janvier avaient dramatiquement replacé les médias au cœur d'enjeux politiques et symboliques de beaucoup plus grande ampleur. Plus qu'un journal, les terroristes ont frappé la liberté d'expression que nombre de chefs d'Etat et de gouvernement ont, dès les jours suivants, soutenue avec fermeté.

La crise migratoire a ensuite souligné les lacunes des politiques de développement qui obtiennent des taux de croissance importants sans pour autant associer l'ensemble des populations. Ce terreau déséquilibré favorise la promotion des idées les plus radicales qui, aujourd'hui, déstabilisent de nombreux pays du Sud.

Ces constats remettent l'effort en faveur du développement à l'ordre du jour et entraînent un infléchissement des priorités dans la plupart des pays développés. En France, le parlement a arbitré en faveur des budgets d'Aide Publique au Développement pour la première fois depuis de nombreuses années, après la mobilisation de parlementaires des tous les partis.

Dans le même temps, le gouvernement a décidé d'élargir le champ de compétence de l'Agence Française de Développement au domaine de la gouvernance dans un souci de cohérence avec l'ensemble de la politique qu'elle conduit. Les activités de l'agence, outre les programmes structurants tels que l'éducation, l'accès à l'électricité, la santé ou les infrastructures, peuvent maintenant viser également des objectifs de gouvernance qui devraient les rendre encore plus efficaces. Cette décision pourrait déboucher, une fois la réforme actée, sur des volets de professionnalisation des médias locaux au service d'une meilleure appropriation des programmes de développement par les citoyens.

Dans ce contexte, les bailleurs (bilatéraux comme multilatéraux) orientent davantage leurs politiques, ainsi que les appels et commandes qui en découlent, vers le renforcement des sociétés civiles et une meilleure association des populations aux projets de développement.

Une activité soutenue et plus lisible

Les équipes de CFI ont travaillé au total sur 29 projets en 2015. Certains se sont terminés dans l'année, d'autres ont été lancés en cours d'année et se déploieront en 2016 et au-delà. Les projets de CFI s'inscrivent dans le temps long du développement. Ils traduisent des objectifs à atteindre assortis de moyens et d'indicateurs de performance. A tout moment, CFI gère la mise en œuvre d'une vingtaine de projets, évalue 4 ou 5 projets qui s'achèvent et pose les bases d'une dizaine de nouveaux projets ou de demandes de financement.

Ces 29 projets ont généré une activité de 1754 journées d'expertise au profit de 2766 bénéficiaires du Sud.

Le volume d'activité montre une stabilité par rapport à 2014 qui traduit à la fois les limites dans la capacité à initier, monter et mettre en œuvre davantage de projets simultanés mais aussi la diminution importante des moyens publics. CFI a partiellement réussi à compenser la baisse de 17% de la subvention par le gain de contrats et commandes auprès de bailleurs. Les efforts de gestion ont également permis d'allouer plus de moyens aux projets.

En termes géographiques, les interventions de CFI sont également concentrées sur environ 25 pays. La coopération accompagne les mêmes interlocuteurs pendant plusieurs années afin d'optimiser l'importance de la professionnalisation en limitant l'impact des aléas conjoncturels.

Le tableau de synthèse des projets donne une vision synoptique des activités de l'année par programme, par pays, par effort budgétaire annuel et par nombre d'actions. Au bilan, les enjeux de pluralisme tendent à progresser en réponse aux nombreuses attentes dans les pays d'intervention de CFI. Les régions Afrique du Nord et Moyen-Orient et Afrique concentrent les efforts de développement de nouveaux projets, en ligne avec les priorités des bailleurs, au premier rang desquels l'Union européenne et ses programmes de stabilité, de voisinage et ses fonds fiduciaires.



Au delà des chiffres, le travail de CFI a bénéficié d'une meilleure visibilité grâce aux nouveaux outils de communication, d'information et de mise en réseau des bénéficiaires mis en place en 2015.

Le premier atout de CFI pour assurer la visibilité et une bonne compréhension de son travail est le nouveau site internet cfi.fr, dont l'architecture et les fonctionnalités ont été élaborées par La Netscouade, une société dont certains collaborateurs animent des séances de coaching et d'encadrement dans le cadre de projets de développement médias. Cette bonne compréhension de la dynamique des projets a permis de combiner la modernité des choix techniques avec le souci d'une interaction permanente avec les bénéficiaires, les experts et les autres acteurs de nos projets. cfi.fr offre une fenêtre aux bailleurs et aux partenaires de CFI qui peuvent y suivre l'évolution de chaque projet dans la logique de temps long propre aux enjeux de développement.

Cet outil est complété par une politique de publications de fiches projets, de collections de tutoriels et d'animations de communautés qui répondent aux temps forts de mise en œuvre des projets au fur et à mesure de leur avancement.

Enfin, la décision de proposer pour la première fois un rapport d'activité exclusivement en ligne est cohérente avec le choix de privilégier désormais une communication plus réactive à travers les réseaux numériques qui sont désormais le premier terrain d'action de CFI.

Une meilleure connaissance des paysages qui évoluent très vite

Le développement de nouveaux projets tout comme la réponse à des appels d'offres plus variés exigent une connaissance actualisée des terrains d'intervention de CFI. En premier lieu, cette connaissance peut s'appuyer sur les analyses du réseau diplomatique français qui sont devenues plus accessibles avec le nouvel outil de partage d'information Diplomatie auquel CFI est relié, depuis mi-2015.

En complément, CFI a lancé plusieurs études en 2015 qui permettent d'analyser des terrains en perpétuelle évolution :

→ **Panorama des médias en ligne** : synthèse d'une étude plus large menée entre juillet 2014 et janvier 2015, ce panorama tente de fournir une vue d'ensemble du paysage complexe, protéiforme et mouvant des médias en ligne dans le monde arabe (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie et Tunisie).

→ **Les nouvelles radios syriennes** : cette étude dresse un panorama synthétique des radios syriennes. L'analyse des difficultés qu'elles rencontrent au quotidien permet de dégager les défis qui sont les leurs aujourd'hui afin de faire face au mieux aux chantiers de demain.

→ **Réflexions « médias et développement »** : comment les médias peuvent-ils soutenir les priorités de développement ? Contexte historique et pistes pour orienter les projets « médias et développement » et fixer des objectifs adaptés.

→ **La coopération médias dans le contexte des enjeux migratoires** : étude prospective pour imaginer le rôle des médias locaux (en Afrique de l'Ouest) face aux tensions migratoires.

LES CHIFFRES CLÉS 2015



1 754

journées
d'expertise



135

mission
sur le terrain



2 766

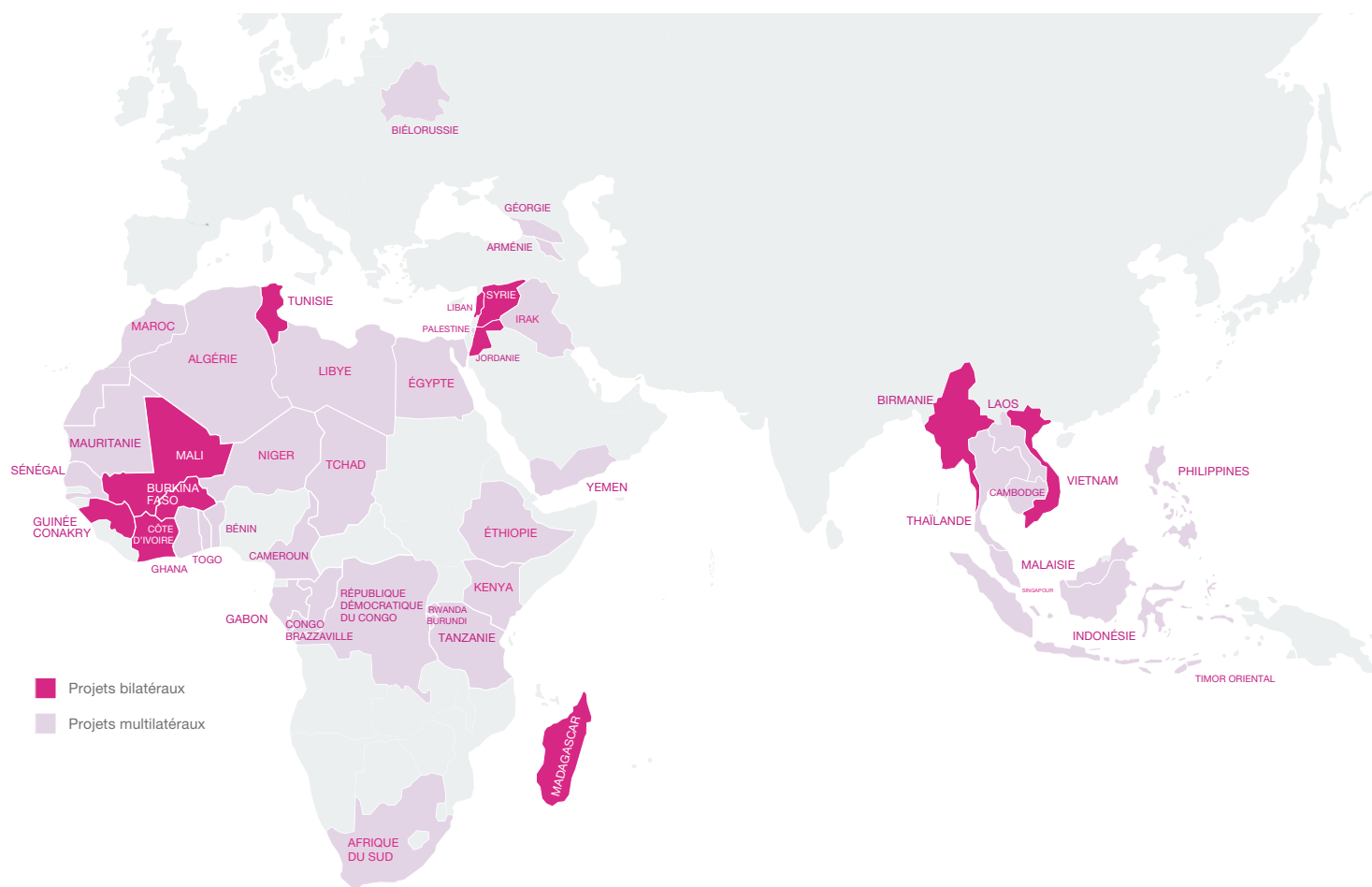
professionnels
du Sud encadrés



10 800 K€

mobilisés en
actions d'expertise

GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS EN 2015



CFI intervient exclusivement dans les pays en développement ou émergents.

En 2015, les 135 missions menées se sont concentrées sur 25 pays, majoritairement en Birmanie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Jordanie, à Madagascar, en Syrie, en Tunisie et au Vietnam.

L'agence française de coopération médias accompagne les mêmes interlocuteurs pendant plusieurs années afin d'optimiser l'importance de la professionnalisation en limitant l'impact des aléas conjoncturels. La coopération se traduit par exemple dans le monde arabe par une collaboration de long terme avec la Tunisie pour structurer le paysage médiatique du pays, ou encore par l'identification et l'accompagnement d'une nouvelle génération de journalistes en Syrie.

En Asie, CFI a continué à participer à la création de la première école de journalisme birmane suite aux premiers signes d'ouvertures du régime birman quelques années plus tôt.

En Afrique, les radios du Burkina Faso ont été accompagnées pour couvrir les débats démocratiques de l'élection présidentielle. Au Mali, l'action de CFI s'est concentrée sur le renforcement de la place des femmes dans la société malienne.

UNE ACTIVITÉ ORGANISÉE AUTOUR DE 4 GRANDS PROGRAMMES

Les équipes de CFI ont travaillé sur 29 projets concentrés dans 25 pays en 2015. Certains se sont terminés dans l'année, d'autres ont été lancés en cours d'année et se déploieront en 2016 et au-delà. Ils s'inscrivent dans quatre grands programmes qui encadrent les activités de CFI :



MÉDIAS & ENTREPRISE

Le programme « médias et entreprise » répond aux enjeux économiques qui conditionnent l'activité des entreprises que sont aussi les médias. La réponse aux contraintes de concurrence, l'optimisation des grilles de programmation et la pérennisation des recettes permettent de consolider les modèles économiques et d'assurer une autonomie financière favorable à l'indépendance éditoriale.

→ **4M transition numérique des quotidiens arabes** : cinq journaux partagent leurs recettes numériques



MÉDIAS & RESSOURCES HUMAINES

Le programme « médias et ressources humaines » aborde la modernisation du secteur des médias au travers du renforcement de la formation des hommes et des femmes. Les efforts de formation concernent autant le renforcement des structures locales de formation initiale que l'identification et l'accompagnement de jeunes professionnels d'avenir incarnant la modernisation de leur pays.

- **Shabab up (écoles)** : cap sur le numérique pour les étudiants et leurs enseignants
- **Image d'Afrique Formation** : accompagner le développement du secteur audiovisuel en Afrique
- **Ecrire et produire en Afrique** : encourager la production locale de séries télévisées
- **Afrique Innovation** : inventer les médias de demain
- **Myanmar Journalism Institute** : une première promotion diplômée en 2015
- **Ebticar Médias** : un vent nouveau dans l'offre médiatique du monde arabe
- **Faso Médias** : les médias au service d'un débat démocratique apaisé



MÉDIAS & PLURALISME

Le programme « médias et pluralisme » aborde les enjeux de gouvernance démocratique à travers le renforcement des cadres législatifs, l'affirmation de la diversité des paysages médiatiques, le traitement serein de la parole politique et la production éthique d'une information plurielle et de qualité.

- **Irak Libye Yemen Médias (ILYM)** : quel rôle pour les journalistes dans les pays en crise ?
- **L'incubateur des médias syriens** : le point de rencontre d'une nouvelle génération de journalistes syriens
- **Proximité Tunisie** : améliorer la couverture médiatique locale
- **Radio dialogue** : un laboratoire de cohésion sociale pour les radios



MÉDIAS & DÉVELOPPEMENT

Le programme « médias & développement » vise à favoriser l'appropriation des enjeux de développement par les médias des pays du Sud en renforçant la relation de confiance entre journalistes et société civile. Le développement de productions innovantes, au niveau national mais également local, contribue à comprendre et apprécier comment chacun peut, à son niveau, prendre part à ces dynamiques globales.

- **Deux voix, un avenir** : renforcer la place des femmes dans la société malienne
- **Médias 21** : les médias asiatiques et africains face aux enjeux climatiques

4M TRANSITION NUMÉRIQUE DES QUOTIDIENS ARABES

Cinq journaux partagent leurs recettes numériques

Comme tous les quotidiens du monde, la presse arabe fait face à l'érosion de ses ventes. De Tunis à Beyrouth, en passant par le Caire, l'information passe désormais avant tout par le web et notamment, par les réseaux sociaux.

En 2015, les cinq quotidiens du Liban (As Safir), de Jordanie (Al Ghad), d'Algérie (El Khabar), du Maroc (Al Khabar al Youm) et d'Egypte (Al Masry Al Youm) ont bénéficié de l'expertise de CFI, associé à l'agence La Netscouade, pour développer et améliorer la présence en ligne de leurs contenus. Des missions ont été organisées dans chaque journal et un atelier sur les modèles économiques à l'heure du numérique s'est tenu en juin 2015 à Casablanca au Maroc.

Méthodes créatives et jeux de rôles

Au cours de cet atelier, qui a rassemblé des représentants des cinq quotidiens, chacun a fait un état des lieux de sa situation et, notamment, de ses revenus générés par le web. Des consultants médias ont apporté leur témoignage et leur expérience sur le marché publicitaire de la région, la mesure et la valorisation de l'audience auprès des annonceurs, les relations entre régie et médias... Des moments collectifs, sous forme de méthodes créatives et de jeux de rôles, ont aussi favorisé les échanges et le partage de compétences, d'outils, de pratiques et d'innovations.

« Cet atelier a élargi notre vision des choses : sans une politique économique un site d'information est voué à l'échec. Nous avons découvert de nouveaux formats d'insertion publicitaire et comment mieux rentabiliser un partenariat avec Google. Reste que le message le plus important est qu'il faut donner libre cours à notre imagination en matière de formats et d'idées, pour instaurer un model économique attractif pour nos partenaires. »

Farouk Ghedir, rédacteur en chef à El Khabar

Calendrier du projet	Février 2014 - Avril 2016
Budget global estimé	480 K€
Coûts complets 2015	280 K€
Pays d'origine des bénéficiaires	Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc



SHABAB UP (ECOLLES)

Cap sur le numérique pour les étudiants et leurs enseignants

Alors que la révolution numérique bouleverse le fonctionnement des médias, l'enseignement du journalisme doit s'adapter pour préparer ses étudiants à cette nouvelle donne. C'était l'essence du projet Shabab up ! Ecoles, clôturé en juin 2015, qui a accompagné l'évolution de deux écoles de journalisme au Maghreb : l'ISIC à Rabat et l'IPSI à Tunis.

A travers la formation de jeunes journalistes, ce projet visait aussi à aider les médias du Maroc et de Tunisie à mieux répondre aux attentes de la jeunesse de ces pays en matière d'information. En 2015, plusieurs séminaires ont été organisés à Rabat et à Tunis avec les équipes pédagogiques des deux écoles, ainsi que des master classes pour les étudiants, avec des intervenants tels que Pierre Haski (Rue 89 / L'Obs), Jean-Marc Manach (expert en sécurité internet)...

23 actions en deux ans

En 2014 et 2015, 23 actions d'accompagnement ont vu le jour, dont 4 séminaires pédagogiques, 4 formations au journalisme multimédia destinées aux enseignants, 6 formations au journalisme multimédia destinées aux étudiants et 9 master classes sur la culture numérique. Hors master classes, 36 étudiants ont bénéficié des formations. Vingt et un enseignants maîtrisent désormais les règles et outils spécifiques du journalisme numérique.

« L'expérience s'est avérée d'une grande utilité. De la collecte à la vérification de l'information en passant par la découverte et la maîtrise de nouveaux outils et techniques rarement ou jamais exploités par les professionnels tunisiens, ces formations nous ont permis de rattraper l'écart relatif aux pratiques multimédias. »

Meher Hajbi, étudiant à l'IPSI Tunis

Rédaction éphémère et web radio

Parmi les temps forts du projet : un atelier de production multimédia organisé en mars 2015, dans les îles Kerkennah, archipel tunisien de la Méditerranée, durant lequel onze étudiants tunisiens de l'IPSI et deux étudiantes marocaines de l'ISIC ont produit des sujets multimédias axés sur la vie de l'île et de ses habitants. Cette rédaction éphémère a fait l'objet d'un premier accompagnement de cinq jours, durant lequel les intervenants ont rappelé les bases théoriques du journalisme numérique et conseillé les étudiants dans la préparation de leur projet rédactionnel. Les meilleurs sujets ont été publiés dans le magazine en ligne tunisien Inkyfada.com, avec lequel l'IPSI a aussi signé une convention visant à renforcer l'intervention de journalistes numériques dans les cursus de l'école.

La création d'une web radio-école à l'ISIC au Maroc est aussi l'un des succès du projet et constitue désormais un outil pédagogique numérique et professionnel lors de cours pratiques. Comme le souligne Omar Kabbech, étudiant à l'ISIC et participant au projet de web radio : « C'était enrichissant car, en peu de temps, on a rencontré beaucoup de professionnels, et ça nous a donné un avant-goût de la vie au sein d'une radio. »

Ce projet a été financé par le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) « Solidarité avec la jeunesse des pays du sud de la Méditerranée », mis en œuvre par **le ministère des Affaires étrangères et du Développement international**.

Calendrier du projet	Décembre 2012 - Juin 2015
Budget global estimé	402 K€
Coûts complets 2015	270 K€
Pays d'origine des bénéficiaires	Algérie, Maroc, Tunisie

Atelier sur l'île de
Kerkennah (Tunisie) en
mars 2015





IMAGE D'AFRIQUE FORMATION

Accompagner le développement du secteur audiovisuel en Afrique

A l'issue du Plan Images Afrique, mis en œuvre entre 2003 et 2009 par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, une demande forte des acteurs locaux a été identifiée en matière de professionnalisation des formateurs et des équipes encadrantes et pédagogiques.

Piloté par CFI depuis 2014, le projet FSP «Images d'Afrique Formation», répond à ce besoin, en accompagnant sept structures de formation audiovisuelle implantées en Afrique subsaharienne. Son objectif est de perfectionner l'enseignement pratique et théorique des centres bénéficiaires, à travers un renforcement des capacités de leurs équipes pédagogiques. Face à l'arrivée de la Télévision Numérique Terrestre (TNT), qui va générer une forte augmentation des besoins en matière d'images produites sur le continent, ce projet vise ainsi à faire émerger en Afrique une nouvelle génération de cinéastes et techniciens audiovisuels mieux formés.

Formats courts sur mobiles

En février 2015, s'est tenu à l'institut Imagine de Ouagadougou (Burkina Faso), en marge de la 24^{ème} édition du Fespaco, un atelier d'écriture et de réalisation de films de format court sur téléphone portable. Son but : transmettre les connaissances théoriques et les techniques innovantes de réalisation de formats courts sur micro-technologies. Les participants ont appris à concevoir des projets pédagogiques d'animation en utilisant le téléphone portable comme caméra. Un atelier consacré plus spécifiquement au langage artistique et aux techniques de montage a suivi, en juillet 2015, en Afrique du Sud.

« Pendant la formation, j'ai été surpris par l'intensité des discussions au sein des différents groupes et la qualité des conclusions auxquelles nous sommes parvenus. Tous ont vraiment développé de solides connaissances et je pense que cette formation a marqué une étape très positive dans le développement de notre école. »

Linus Abraham, recteur du NAFTI (Ghana)

Plans stratégiques et dossiers de financements

Enfin, les représentants des sept structures bénéficiaires du projet se sont réunis pour un atelier de réflexion stratégique à Marrakech, en novembre 2015. Cet atelier proposait aux responsables de ces écoles de se perfectionner à l'élaboration d'un plan stratégique de développement et de dossiers de financement institutionnels ou privés. Ils ont pu échanger leurs expériences et émettre des recommandations communes en termes de développement, dans le contexte audiovisuel africain.

*Ce projet a été financé par le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) «Images d'Afrique Formation», mis en œuvre par le **ministère des Affaires étrangères et du Développement International**.*

Les 7 centres de formation bénéficiaires :

- Institut Supérieur de l'Image et du Son (ISIS), Burkina Faso
- National Film and Television Institute (NAFTI), Ghana
- Institut de Formation aux techniques de l'Image et de la communication (IFTIC), Niger
- South African School of Motion Picture (AFDA), Afrique du Sud
- Institut international de perfectionnement et de formation continue (IMAGINE), Burkina Faso
- Blue Nile Film and Television Academy (BNFTA), Éthiopie
- Institut Supérieur de Formation aux métiers du Cinéma et de l'Audiovisuel (ISCAC), Cameroun

Calendrier du projet	Septembre 2013 - Septembre 2015
Budget global estimé	800 K€
Coûts complets 2015	310 K€
Pays d'origine des bénéficiaires	Afrique du Sud, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Burkina Faso, Niger

Formation à Marrakech
(Maroc) en novembre 2015





ECRIRE ET PRODUIRE EN AFRIQUE

Encourager la production locale de séries télévisées

Les séries télévisées africaines sont l'un des genres les plus plébiscités par les téléspectateurs. Elles représentent un fort potentiel commercial et structurant pour les chaînes. Mais l'absence de soutien public à la production locale, la rareté du savoir-faire technique et artistique, et la concurrence de programmes importés massivement à bas prix, ne permettent pas aux producteurs africains de proposer suffisamment de contenus de qualité.

En 2015, CFI a choisi de mener deux projets favorisant l'émergence de jeunes talents africains en collaborant avec deux acteurs français qui croient au développement d'une industrie des programmes en Afrique, CANAL+, diffuseur historique sur ce continent, et Lagardère Studios, qui y entame son développement.

« Talents de scripts » : créer une série policière d'après les romans de Moussa Konaté

En juillet, CFI s'est associé à Keewu Production, société de production sénégalaise du groupe Lagardère Studios, pour concevoir une série policière africaine de 10 x 52 minutes intitulée « Sacko et Manganne », librement adaptée des romans de Moussa Konaté. A l'issue d'un appel à candidatures, un jury de professionnels a sélectionné cinq candidats d'Afrique francophone – parmi une centaine de dossiers reçus – pour rejoindre l'équipe artistique de cette série télévisée panafricaine.

Philippe Niang, réalisateur et scénariste français, a animé les différentes sessions de formation. Réunis à Dakar en septembre 2015, les cinq auteurs/scénaristes ont, dans un premier temps, travaillé sur la construction des arches narratives et du synopsis de la série. Avant de travailler, en 2016, sur le séquencier et la continuité dialoguée des différents épisodes.

« MDR ! » : lancer une série de programmes courts comiques

CFI et CANAL+ ont lancé le projet MDR ! pour identifier et former les talents africains de demain qui participeront à la création de nouveaux programmes courts comiques dans les années à venir. Il vise à repérer et accompagner les jeunes auteurs, scénaristes, réalisateurs et humoristes d'Afrique francophone à travers la création d'un format moderne, original, dynamique et tourné vers la jeunesse du continent. En décembre 2015, douze projets ont été retenus après un appel à candidatures pour bénéficier, en 2016, de sessions de formation pour renforcer leurs compétences dans l'écriture et la réalisation de séries de fictions audiovisuelles humoristiques. Ce travail d'écriture se poursuivra à distance, encadré par les experts français, pour aboutir à la production de huit pilotes. Les meilleurs pilotes pourront faire l'objet d'une diffusion sur l'antenne de CANAL+ Afrique.

« J'ai énormément appris tant sur le scénario que sur la pratique professionnelle du métier. Rencontrer de jeunes scénaristes comme moi venant d'autres horizons, de partager une semaine avec eux était passionnant. Le métier de scénariste en Afrique doit être valorisé et mieux structuré. Ce genre de programme y participe efficacement. »

Paul-Steve Kouonang Kouamo, scénariste et participant camerounais de MDR !

« Outre la grande implication des auteurs, il est frappant de voir qu'ils ont tous des messages forts à faire passer dans leurs sketches... Tous ces programmes d'humour sont empreints d'une forte conscience sociale et politique. »

Armelle Patron, script-doctor

Calendrier du projet	Septembre 2015 - Décembre 2016
Budget global estimé	500 K€
Coûts complets 2015	150 K€
Pays d'origine des bénéficiaires	Bénin, Bukina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo

Deux auteurs de « MDR ! »,
série africaine de programmes
courts comiques





AFRIQUE INNOVATION

Inventer les médias de demain

Alors que la téléphonie mobile et, dans une moindre mesure l'internet, se développent, les médias africains sont amenés à anticiper la mutation vers le numérique des consommateurs. Pourtant, ils souffrent encore d'une pénurie de professionnels dans le domaine des technologies de l'information et d'un accès limité au capital pour développer de nouveaux services et contenus.

Dans ce contexte, CFI et l'ONG Code for Africa ont lancé en 2015 Afrique Innovation. Ce projet a accompagné des journalistes et des développeurs web porteurs de nouvelles idées pour collecter, traiter et diffuser l'information à l'ère de l'internet, des téléphones mobiles, des réseaux sociaux, du journalisme de données et de l'ensemble des nouvelles techniques qui bousculent l'écosystème des médias en Afrique.

« De nombreux jeunes un peu partout à travers tout le continent africain veulent se former, à la fois des journalistes ou des développeurs web ou mobiles, et ce sont ces jeunes qui vont inventer les médias de demain. »

Cédric Kalonji, journaliste et formateur pour Afrique Innovation

Hackathons, MOOC et stage d'accélération

Sept hackathons, dont l'objectif était de mobiliser des jeunes porteurs de projet autour des enjeux d'Afrique Innovation, ont réuni, entre avril et octobre 2015, des développeurs autour de la programmation informatique collaborative. Ils ont été organisés dans sept villes africaines (Douala, Abidjan, Antananarivo, Casablanca, Dakar, Alger et Tunis), en partenariat avec des médias locaux et des espaces de coworking ou incubateurs dans les nouvelles technologies. Au cours de ces journées, journalistes et développeurs informatiques ont créé un prototype de produit ou un service innovant dans le secteur de l'information.

Etape clé de ce projet, un cours en ligne interactif (MOOC), d'une durée de cinq mois et validé par une attestation, a été lancé en juillet. 2 800 journalistes et développeurs d'application web ont suivi l'un des deux cursus proposé : journaliste ou développeur. La première partie se composait de cours et la seconde invitait les participants des deux cursus à collaborer sur des projets communs. Grâce à un accompagnement à distance en ligne, ce MOOC visait à encourager un maximum de jeunes professionnels du web africain à soumettre un projet innovant. Enfin, douze porteurs de projets, sélectionnés à l'échelle du continent, ont participé à un stage d'accélération encadré par des mentors internationaux.

« Le MOOC Afrique Innovation a offert tout ce dont un journaliste à besoin pour être en adéquation avec les exigences du web 2.0. Les enseignements sur le data journalisme, les réseaux sociaux ou tout simplement les outils de veille sur internet m'ont particulièrement impressionné ! »

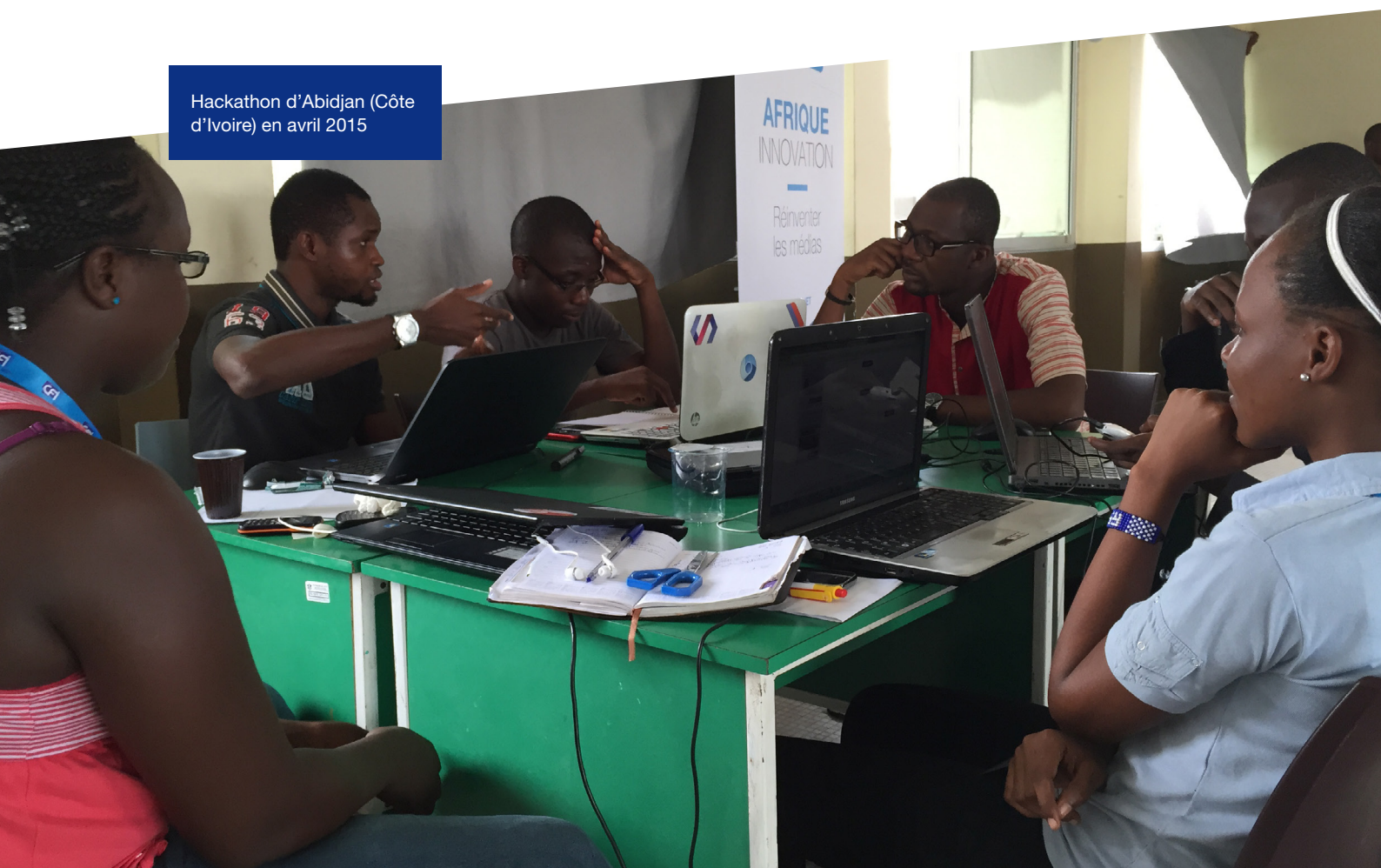
Noël Somé, ingénieur développeur, participant au MOOC Journaliste

Hackathon : contraction de «hack» et «marathon», un hackathon est un événement durant lequel des équipes (composées de développeurs, designers, chefs de projet...) doivent développer un projet informatique (logiciel ou application) sur une période limitée, souvent courte.

MOOC : acronyme de l'anglais Massive Open Online Course, un MOOC est un cours de niveau universitaire, diffusé sur l'internet, gratuit et ouvert à tous.

Calendrier du projet	Avril 2015 - Juin 2016
Budget global estimé	1,75 M€
Coûts complets 2015	720 K€
Pays d'origine des bénéficiaires	Bénin, Bukina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Algérie, Maroc, Tunisie

Hackathon d'Abidjan (Côte d'Ivoire) en avril 2015





MYANMAR JOURNALISM INSTITUTE

Une première promotion diplômée en 2015

La Birmanie mène sa transition médiatique à grande vitesse. Alors que le journalisme n’existait pas il y a quelques années encore, le pays dispose aujourd’hui d’une offre médiatique plurielle.

Depuis 2014, CFI a accompagné la création et le développement du Myanmar Journalism Institute (MJl), établissement de formation initiale et continue destiné à renforcer les compétences des jeunes journalistes birmans. Un expert français a été détaché à Rangoun afin d’appuyer les activités de cette jeune structure. Des formations de formateurs birmans ont doté l’école de sa propre équipe pédagogique.

Le premier cycle de formation continue s’est achevé avec l’organisation d’une université d’été à Pakokku, dans le centre du pays, en juin 2015. Durant dix jours, au terme d’une année de formation à temps partiel, les 27 étudiants du MJl ont été mis en situation professionnelle. Après trois jours consacrés au photojournalisme, les stagiaires se sont constitués en équipe, l’une travaillant à un reportage radio de huit minutes, l’autre à un sujet de télévision de sept minutes, la dernière à un magazine de 20 pages.

« Cette dizaine de jours sur le terrain constitue une première. Jamais dans l’histoire de la formation au journalisme au Myanmar, des stagiaires ou des étudiants n’avaient été conduits et encadrés sur le terrain durant un long séjour comme celui-là. »

Sein Win, directeur des études du MJl

Vérifier ses sources

Thématique choisie : l’environnement. Et plus particulièrement la sécheresse qui frappe le centre du pays, d’où ce déplacement à Pakokku. À l’instar des autres stagiaires, Hnin Wai Wai, déjà journaliste, a suivi la formation continue du MJl pour progresser : « *L’accent mis sur la nécessité de sourcer ses informations, d’avoir recours à des données, de ne pas se contenter d’ouï-dire ou d’affirmations non contrôlées, tout cela est très nouveau au Myanmar, peu habituel.* »

A l’occasion de la cérémonie de remise des diplômes, les étudiants de la première promotion ont reçu leur diplôme des mains du directeur de l’école, U Thiha Saw, en présence de diverses personnalités des médias. Cet événement a aussi été l’occasion pour eux de présenter les productions qu’ils ont réalisées sur le terrain, lors de la session d’été.

En 2015, le MJl a également recruté la première promotion d’étudiants de sa filière de formation initiale. Ces jeunes Birmans issus de toutes les régions du pays bénéficient d’une bourse de l’ambassade de France.

Ce projet a été lancé à l’initiative de l’**ambassade de France à Rangoun**. Il est mené par CFI en partenariat avec la **Deutsche Welle Akademie**, l’**UNESCO**, **FOJO** et l’ONG danoise **International Media Support**.

Calendrier du projet	Octobre 2013 - Septembre 2017
Budget global estimé	1,2 M€
Coûts complets 2015	395 K€

EBTICAR MEDIAS

Un vent nouveau dans l'offre médiatique du monde arabe

L'année 2015 a été particulièrement active pour tous les projets soutenus par Ebticar Media, programme d'appui et de développement de l'information en ligne. En plus des onze projets sélectionnés à Marseille en 2014, huit nouveaux projets ont été choisis à Beyrouth en juin 2015, sur un total de 230 candidatures.

Ebticar Media permet depuis deux ans l'émergence de nombreuses initiatives innovantes qui démultiplient l'offre d'information en ligne, notamment pour répondre aux aspirations des jeunes du monde arabe, très présentes sur le web et à l'affût de nouveautés et d'espace d'expressions.

Parmi les projets sélectionnés en 2015 : Sylabs, un espace de coworking situé en plein cœur d'Alger et dédié aux médias ; H2O, projet visant à renforcer l'interaction entre les autorités locales et les citoyens en Libye ; Le Desk, nouveau site d'information en ligne marocain qui mise sur l'investigation ; ou encore Gudran, site sur la vie culturelle à Alexandrie en Égypte.

Quant aux projets sélectionnés en 2014, ils se sont concrétisés en 2015, à l'image du magazine web tunisien Inkyfada, de la plateforme libanaise de datavisualisation Vizualizing X ou de la web-radio algérienne Radio M.

« La subvention d'Ebticar nous a permis de franchir deux étapes importantes : lancer notre propre site et développer notre studio. »

Soumia Ferkali, animatrice chez Radio M

Plusieurs projets récompensés par des prix

Autre fait marquant en 2015, Mideast Tunes a lancé début décembre sa radio en ligne, sous le nom de Mideast Tunes Radio, avec une émission hebdomadaire, Off-Tunes, qui met en avant la diversité culturelle de la région. De son côté, le site web Syrie, journaux intimes de la révolution, qui rassemble les témoignages et reportages de quatre citoyens journalistes syriens, a remporté le Prix des lecteurs de Courrier International et le Prix des médiathèques de la 15ème édition du Mois du Film Documentaire.

Dénichée par le jury d'Ebticar, la start-up égyptienne Bassita a également remporté le Prix Orange 2015 de l'Entrepreneur social en Afrique pour son concept de clickfunding, qui met à profit le pouvoir du clic sur les réseaux sociaux au service de causes sociales, environnementales ou culturelles, en obtenant le financement de sponsors.

*Ce projet est financé par l'Union européenne. Il est mis en œuvre par CFI en partenariat avec la Fondation libanaise **Skeyes-Samir Kassir**, la **Fondation Anna Lindh** et le site **Babelmed**.*

Calendrier du projet	Janvier 2014 - Décembre 2016
Budget global estimé	2,323 M€
Coûts complets 2015	1,050 M€
Pays d'origine des bénéficiaires	Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie

FASO MÉDIAS

Les médias au service d'un débat démocratique apaisé

Journalistes et médias sont des maillons essentiels de la démocratie, et pas seulement pendant les périodes électorales. Ils permettent l'information du citoyen au quotidien, mais aussi son éducation aux principes démocratiques et au suivi critique des différents acteurs de la vie publique.

Lancé en février 2015 au Burkina, le projet FasoMédias, d'une durée de deux ans, vise à inciter les médias à être davantage conscients de leur mission d'information et d'éducation citoyenne, et à offrir des programmes d'intérêt général reflétant les préoccupations des citoyens. Depuis son lancement, plus de 20 actions de formation, coachings in situ ou ateliers d'appui à la production ont renforcé les compétences de journalistes de plus de 17 radios et de 9 journaux imprimés et en ligne, les compétences en management général de 11 radios et en management éditorial d'une trentaine de responsables de rédaction (audiovisuelle et presse). Grâce à des dynamiques de collaboration initiées entre les médias et des organisations de la société civile telles que le Balai Citoyen ou le Conseil National des OSC (CNOSC), les sujets d'intérêt général sont désormais davantage traités par ces médias.

FasoMédias FM, radio officielle des élections

L'enthousiasme suscité par le projet auprès de ses principaux bénéficiaires – médias, journalistes et représentants de la société civile – a donné naissance à FasoMédias FM, une station créée spécialement pour les élections et relayée par plus de 60 radios du Burkina Faso. Dès le lancement de la campagne électorale, elle a informé quotidiennement sur les enjeux et les préparatifs des élections du 29 novembre 2015 avec son émission «l'Heure du Citoyen». Pendant une semaine, les candidats à la présidentielle ou leurs représentants ont défendu leurs projets à l'antenne face à un panel de journalistes et d'experts de la société civile.

Le jour du scrutin, la radio émettait sur tout le territoire, grâce à un réseau de plus de 70 correspondants. Elle a informé régulièrement la population sur le déroulement du vote et annoncé officiellement les résultats. La qualité de ses programmes a été reconnue tout au long de la campagne. Au lendemain du scrutin, de nombreux acteurs ont affirmé le rôle positif de cette station «inédite» et de tous ceux qui s'étaient impliqués avec professionnalisme dans la diffusion d'informations complètes et crédibles.

« FasoMédias FM est une très bonne initiative, qui participera aux débats politiques, mais également à diffuser des messages de sensibilisation, pour que nous ayons des élections apaisées et des résultats acceptés par tous les acteurs »

Michel Kafando, président de la Transition (le jour de l'inauguration de la radio)

Favoriser un débat démocratique apaisé

Trois télévisions privées (BF1, Burkina Info et Impact TV) ont également été accompagnées pour la réalisation de débats et soirées électorales. Deux d'entre elles se sont appuyées sur des correspondants en région de FasoMédias FM pour alimenter leurs émissions en direct le soir du 29 novembre.

Intimement lié aux dynamiques en cours dans la société burkinabè, FasoMédias rappelle la place que tiennent les médias, en lien avec la société civile, dans le renforcement d'un débat démocratique apaisé et constructif. En 2016, ce projet se concentrera plus spécifiquement sur le rôle des médias et de la société civile dans l'éducation citoyenne et le contrôle citoyen de l'action publique : formation aux techniques d'investigation de proximité, à la production d'émissions de sensibilisation, ou encore au renforcement de la viabilité et de la gouvernance des stations bénéficiaires.

Ce projet, mis en œuvre par CFI et son partenaire **l'UNALFA** (Union nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso) bénéficie d'un financement de l'**Union européenne** et du **Centre de Crise et de Soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international** pour un budget total d'un million d'euros.

Calendrier du projet	Février 2015 - Janvier 2017
Budget global estimé	1,45 M€
Coûts complets 2015	1,480 M€

Atelier « débats » en mai 2015



IRAK LIBYE YEMEN MÉDIAS (ILYM)

Quel rôle pour les journalistes dans les pays en crise ?

Au lendemain des mouvements de contestation dans les pays arabes, la transition démocratique espérée a progressivement fait place à des situations de crise et à la remise en cause des pouvoirs installés à l'issue des élections. Dans les régions les plus fragiles, comme en Irak, en Libye et au Yémen, la liberté d'expression et la liberté de la presse sont souvent bafouées.

A la demande du Centre de Crise et de Soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international, CFI a conçu et lancé en 2015 un projet destiné à des journalistes de ces trois pays en crise. ILYM (Irak Libye Yémen Médias) vise à réfléchir, avec les onze journalistes bénéficiaires de ce cycle, au rôle des médias dans ces contextes difficiles. Mis en œuvre en partenariat avec l'iReMMO, think tank spécialisé dans le monde arabe, ce projet implique des journalistes influents et expérimentés.

« Nous devons travailler pour construire la paix dans notre pays, il faut soutenir le peuple yéménite de toutes les manières. »

Hamza Al Kamali, journaliste yéménite

Conférence d'inauguration à l'AFP

La séance inaugurale du cycle ILYM s'est déroulée en novembre 2015 dans les locaux de l'AFP à Paris, en présence de Patrice Paoli, directeur du Centre de Crise et de journalistes et de chercheurs français spécialistes du monde arabe.

Les deux premiers séminaires, fin 2015, ont permis aux journalistes d'échanger sur leurs difficultés quotidiennes, de partager des bonnes pratiques et de prendre conscience de leurs rôles de témoins et de décrypteurs de ces crises, dans un contexte d'instabilité politique persistante. Comme le souligne le journaliste yéménite Ghamdan Al Yousefi : « Nous voulons tisser des liens pour qu'ils puissent être des relais d'information et éviter des malentendus en retransmettant des informations non représentatives de la réalité. » Nasser Atta, journaliste palestinien chevronné, a aussi partagé sa propre expérience au cours du premier séminaire.

L'indépendance et la liberté d'expression au centre des débats

Malgré les fondements et les formes de crise qui diffèrent entre les trois pays, les onze journalistes ont rapidement pris conscience qu'ils rencontrent les mêmes limites à l'exercice de leur métier. La difficulté à être indépendant, à ne pas paraître partisan, a été au cœur des discussions. Au cours des deux premiers séminaires, fin 2015, les débats ont aussi porté sur les problématiques de ligne éditoriale, de liberté d'expression et, notamment, sur le défi que représente le respect des normes éthiques et professionnelles en période de crise.

Autre objectif de ce projet : contribuer à une meilleure compréhension de ces trois crises par l'opinion publique française. Ainsi, après la conférence inaugurale, plusieurs médias tels que l'Obs, Grazia ou encore France Inter ont publié des interviews ou reportages sur la pratique du journalisme en Libye, au Yémen et en Irak.

Deux autres sessions sont programmées en 2016 avec les mêmes journalistes ; l'objectif de ce travail dans la durée étant de pouvoir développer avec eux, ultérieurement, des projets plus ambitieux pour favoriser le développement des médias dans leurs pays.

Calendrier du projet	Mars 2015 - Septembre 2016
Budget global estimé	225 K€
Coûts complets 2015	155 K€
Pays d'origine des bénéficiaires	Irak, Libye et Yémen

Conférence
d'inauguration d'ILYM à
l'AFP en novembre 2015



L'INCUBATEUR DES MÉDIAS SYRIEN

Le point de rencontre d'une nouvelle génération de journalistes syriens

La guerre en Syrie a donné naissance à de nombreux médias syriens «libres» qui tentent chaque jour d'informer les populations victimes du conflit. De radio Rozana à la publication Souriatna, en passant par Radio Nasaem ou le magazine Enab Baladi, des dizaines de Syriens, journalistes de métier ou journalistes de «circonstance», alimentent ces nouveaux médias créés depuis 2012.

Ne pouvant travailler en Syrie, la plupart sont installés dans le sud de la Turquie, en particulier à Gaziantep, et s'appuient sur des correspondants basés à l'intérieur du pays, qui travaillent au péril de leur vie. C'est ici que CFI, grâce à un financement de l'Union européenne, a installé en 2014 l'Incubateur des médias syriens, à la fois lieu de réunion, centre de formation et centre de production destiné aux journalistes et médias syriens.

En 2015, l'incubateur, animé par une responsable de projet détachée par CFI et par deux autres employés locaux, a organisé pour des journalistes syriens près d'une vingtaine de formations consacrées à l'écriture journalistique, l'éthique, le tournage et le montage vidéo ou les reportages radiophoniques.

Apprendre à filmer avec des mobiles

Ainsi, le SFJN, réseau de femmes journalistes syriennes, a coordonné en avril une formation destinée à produire des émissions de radio, qui ont été diffusées durant la Journée internationale de la liberté de la presse du 3 mai 2015. « Grâce à cette formation, les différentes radios ont renforcé leurs compétences techniques, se sont sensibilisées à la question du genre et ont appris à travailler ensemble. Les résultats sont extrêmement positifs », explique Milia Eidmouni, formatrice du réseau. « La grande majorité des participants n'avait initialement pas de diplôme en journalisme. Ils ont pu améliorer leurs capacités à effectuer des reportages, leurs compétences rédactionnelles, leurs compétences à l'antenne... »

Fin mai 2015, l'incubateur a accueilli une dizaine de journalistes-citoyens lors d'un atelier destiné à élaborer le scénario de leurs films, projetés par la suite en Syrie dans le cadre du Festival Pixel du film mobile.

« Filmer avec un téléphone mobile comporte plusieurs avantages : il est plus accessible, discret et plus léger que les caméras classiques. Cela permet de filmer dans des situations d'urgence, de manière improvisée et spontanée, ce qui se prête bien au contexte syrien où la situation est volatile. »

Mezar Matar, membres du collectif de journalistes-vidéastes Al Shareh

Lieu d'échanges entre les médias et la société civile

Afin de contribuer à la structuration du secteur médiatique syrien, son équipe a, par ailleurs, organisé deux conférences. L'une, en juin, avec une quinzaine de radios syriennes et l'autre, en octobre, avec une douzaine de titres de presse écrite. Ces occasions uniques de rassemblement ont permis à ces médias syriens de trouver des synergies et de partager des bonnes pratiques.

En marge de ces formations et de ces conférences, le studio a accueilli en 2015 des dizaines de journalistes syriens pour enregistrer ou monter des émissions de radio ou de télévision. A la demande, notamment, des ONG, l'incubateur a aussi servi de lieu de rencontres pour les médias et la société civile, en particulier pour des projets soutenus par l'Union européenne. Enfin, en partenariat avec la plateforme francetvinfo, il a donné naissance au blog Expressions syriennes qui traduit en français et diffuse des productions des médias syriens.

Ce projet a été financé par l'**Union européenne** et mis en œuvre par CFI en partenariat avec le **SJA** (The Syrian Journalists Association) et **Reporters sans frontières**.

Découvrir le Blog Expressions syriennes

Expressions Syriennes présente une sélection de documents produits par ces médias, traduits en français, pour comprendre un peu mieux le quotidien des Syriens qui survivent chaque jour à l'intérieur du pays.
<http://blog.francetvinfo.fr/expressions-syriennes/>

Calendrier du projet	Janvier 2014 - Janvier 2016
Budget global estimé	2 M€
Coûts complets 2015	1,775 M€

Atelier de formation à
l'Incubateur des médias
syriens en 2015



PROXIMITÉ TUNISIE

Améliorer la couverture médiatique locale

La révolution tunisienne a marqué un tournant pour les médias tunisiens, qui jouissent désormais d'un espace de liberté inégalé. A côté des médias traditionnels, de nombreuses initiatives médiatiques ont émergé de la société civile.

Depuis 2011, CFI a conduit près de 140 semaines de formation et de transfert d'expertise au bénéfice des médias tunisiens (28 semaines par an en moyenne), pour un investissement français et de l'Union européenne de plus d'un million d'euros au total. En 2015, l'Agence française de coopération médias a lancé un nouveau projet autour du journalisme de proximité, les principaux médias tunisiens ayant une vision très nationale de l'information. Dans ce cadre, elle a lancé un cycle certifiant de formation de cinq semaines à Tunis et en régions, pour quatorze journalistes, en partenariat avec le centre de formation tunisien CAPJC et avec l'appui de l'ESJ-Pro de Montpellier.

Une deuxième session a suivi fin 2015 au CAPJC. Les stagiaires de cette promotion ont été sélectionnés sur curriculum vitae, lettre de motivation, tests écrits et entretiens. Les ateliers de ce cycle étaient animés par un binôme de formateurs franco-tunisien.

« Cette formation m'a permis d'améliorer les techniques de rédaction d'un reportage et de connaître de nouveaux outils technologiques. Plusieurs sujets ont été traités, comme les différents genres journalistiques, avec un accent mis sur le reportage local. »

Mohamed Ali Khalifa, journaliste à Al Chourouk

Améliorer la qualité de l'information locale

L'objectif de ce cycle de formations est double. D'une part, il s'agit de participer au renforcement des compétences des correspondants régionaux des médias privés, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des articles traitant de l'actualité en région. En exploitant les nouvelles compétences et exigences professionnelles acquises au cours des ateliers, les correspondants régionaux pourront contribuer à cette amélioration.

D'autre part, ce projet accompagne aussi le CAPJC dans sa mission de formation continue et de perfectionnement des journalistes tunisiens, en facilitant la mise en place de cycles réguliers de formations professionnalisantes. Ce dernier confirme ainsi son statut d'organisme de référence pour la formation continue des professionnels des médias en Tunisie.

« Les exercices pratiques ont sans doute été la chose la plus importante du cycle de formation. J'ai acquis des nouvelles connaissances et techniques et mon niveau s'est amélioré. »

Amel Benemna, journaliste correspondante à Al Hurrah TV

Ce projet intègre également la nouvelle phase du projet Jaridaty, qui prévoit la consolidation de plusieurs médias de proximité issus des initiatives des Maisons de jeunes. Une session de formation a été organisée en 2015 à Makhtar, ville du nord-ouest de la Tunisie. Enfin, il prévoit aussi de renforcer le centre de formation aux médias créé par le Tunisie Bondy Blog à Gafsa, grande ville du centre du pays. Des actions de structuration ont été mises en place en 2015

Calendrier du projet	Mai 2014 - Décembre 2015
Budget global estimé	480 K€
Coûts complets 2015	205 K€

Le projet « Proximité Tunisie » vise à renforcer les compétences des correspondants régionaux des médias privés



RADIO DIALOGUE

Un laboratoire de cohésion sociale pour les radios

Lancé en 2014, Radio Dialogue a pour ambition de contribuer au renforcement de la cohésion nationale et à la réconciliation entre les communautés de Côte d'Ivoire par le biais des radios de proximité. A travers un travail sur le management et la production d'émissions, ce projet vise à faire des radios de véritables laboratoires de cohésion sociale.

Après diverses formations en marketing, en management et en gestion associative en 2014, une première série de diagnostics organisationnels, institutionnels et fonctionnels a été menée, en 2015, auprès des stations, par des coaches ivoiriens formés par CFI. Les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces au développement des radios ont été identifiées.

« C'est la première fois que je prends part à un projet qui renforce à la fois les capacités des acteurs de radio et la viabilité des structures. »

Yoro Sangaré, coach ivoirien

Professionnaliser les stations

D'avantage conscientes de la nécessité du changement, la direction et les équipes des radios ont conçu, sous la supervision des coaches, un plan de renforcement des capacités. Pour Koné Mamadou, directeur de la radio La Voix de la Nawa (Soubré), la mission de coaching a permis de « clarifier la répartition des tâches, remobiliser les agents, réduire l'empreinte du politique dans la gestion et sécuriser les revenus de la radio », autant d'avancées vers la professionnalisation de sa station. De même, Traoré Tidiane, directeur de Radio Phénix (Bouaké) se réjouit de pouvoir désormais « remobiliser sa communauté autour de la radio et assurer un meilleur ancrage auprès des autorités ».

« La mission de coaching nous a fait nous regarder dans le miroir. Nous y avons vu nos failles mais aussi nos atouts. »

Emile Ako Essan, directeur de Radio Arc en Ciel (Abobo)

Coachings personnalisés

Les radios ont également bénéficié, selon leurs besoins, d'appuis spécifiques sur le management général, la gestion administrative, la production, la gestion commerciale, le marketing ou la technique. Pour Anicet Joel, directeur de La Voix de l'Agneby (Agboville), « le coaching nous a permis de mettre en place rapidement des mesures concrètes telles que l'archivage, le recrutement d'une secrétaire ou la création d'une radio régionale. »

Ce projet, piloté par **France Médias Monde** en partenariat avec CFI et l'**Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire** (URPCI), est financé par la délégation locale de l'**Union européenne**.

Calendrier du projet	Février 2014 - Mars 2017
Budget global estimé	400 K€
Coûts complets 2015	70 K€



DEUX VOIX, UN AVENIR

Renforcer la place des femmes dans la société malienne

Au Mali, les femmes représentent 51% de la population totale et 58% des votants, elles devraient donc un poids politique considérable. Pourtant, leurs préoccupations restent insuffisamment prises en compte, tant sur le plan politique qu'économique. Elles sont encore sous-représentées dans la société et n'ont souvent accès qu'à des emplois précaires ou issus de l'économie informelle.

Lancé en avril 2015, Deux voix, un avenir s'est fixé comme objectif, de contribuer, à travers les médias, au renforcement du rôle et du poids des femmes dans la société malienne. Les médias, et plus particulièrement la radio, ont en effet un rôle essentiel à jouer dans la perception, par l'opinion publique, du statut des femmes. Couvrant 80% de la population, toutes catégories socio-professionnelles confondues, la radio est le média qui a le plus grand rayonnement au Mali. A travers une couverture médiatique équilibrée et avisée, ce média peut contribuer à une meilleure reconnaissance de leurs droits.

Huit radios, qui comptent des journalistes femmes dans leurs rédactions, ont bénéficié de plusieurs formations en journalisme et en management, afin de professionnaliser leurs équipes, notamment sur le traitement de thématiques liées aux femmes, et de renforcer leur viabilité économique. Des formations en management éditorial, destinées aux rédacteurs en chef de ces radios, visaient également à mieux prendre en compte la problématique du genre au sein des rédactions.

« Ce projet m'a fait prendre conscience de certaines réalités contre lesquelles il faut lutter, comme le fait qu'une femme rédactrice en chef n'est pas toujours aussi respectée qu'un homme rédacteur en chef au Mali. »

Fatoumata Sissao, journaliste à Radio Saniya (Séjou)

Lancer des magazines à deux voix

Traiter de l'information relative au genre, recueillir des témoignages de femmes destinés à être diffusés et intégrer leurs points de vue dans des émissions ont été au programme de plusieurs ateliers, animés par des experts français et des formateurs locaux. Des personnalités maliennes, membres d'organisations de la société civile ou encore juristes, sont intervenues lors de chaque session, ce qui a favorisé la sensibilisation et les échanges entre participants. Afin de créer une dynamique de travail en continu et de mettre en application les enseignements, les journalistes stagiaires ont produit, entre les formations, des sujets audios qui font actuellement l'objet d'un concours.

Ces différentes actions doivent aboutir, en 2016, à la création de magazines à deux voix, féminine et masculine, dans les stations. L'originalité de ce type d'émission pourrait inspirer d'autres radios et les encourager à lancer des programmes dans lesquels tous les citoyens, hommes comme femmes, peuvent faire entendre leurs points de vue et des journalistes femmes traiter de tous les sujets.

« Après cette formation, j'ai senti un réel changement dans mon travail. J'ai renforcé mes connaissances en matière de radio, je sais mieux gérer mon équipe, trouver les meilleurs angles de traitement et mieux aborder les sujets, notamment ceux basés sur le genre. »

Bata Sy, journaliste à l'ORTM 2

Calendrier du projet	Avril 2015 - Décembre 2017
Budget global estimé	1100 K€
Coûts complets 2015	320 K€

En 2015, huit radios maliennes, comptant des femmes dans leurs rédactions, ont bénéficié de formations en journalisme et en management





MÉDIAS 21

Les médias asiatiques et africains face aux enjeux climatiques

La COP21, qui s'est tenue en décembre 2015 au Bourget, a abouti à un très important accord international sur le climat afin de lutter contre le réchauffement de la planète. Cet accord doit être accompagné d'une prise de conscience des populations et de leurs gouvernements, afin que les défis environnementaux puissent être relevés dans les meilleures conditions. Au Nord comme au Sud, les médias ont un rôle essentiel à jouer dans cette sensibilisation.

Lancé en février 2015, Médias21 répondait à cet objectif en menant un travail spécifique avec des médias d'Afrique et d'Asie du Sud-est, en amont de la Conférence Climat. Ce projet comprenait deux axes de travail : le premier visait à renforcer les capacités journalistiques de ces médias à couvrir les questions relatives au réchauffement climatique dans leurs régions ; le second prévoyait l'accompagnement et la formation de journalistes sur la compréhension des enjeux de la COP21. Après un appel à candidatures, 9 médias d'Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge, Indonésie, Thaïlande et Philippines) et 8 journalistes et blogueurs du Kenya, de Tanzanie et de Madagascar ont été sélectionnés sur leur projet éditorial et leurs sujets d'enquête.

Ateliers de formation en amont

Plusieurs sessions se sont déroulées en Asie du sud-Est, plusieurs mois avant la COP21, afin de sensibiliser les journalistes concernés aux problématiques environnementales. Un atelier s'est notamment tenu à Bangkok, début juillet, à l'occasion du forum régional Low Carbon and Resilient Societies : Bridging Science, Practice and Policy. Durant cette conférence, les participants ont approfondi leurs connaissances des accords sur le climat, découvert de nouveaux outils numériques et progressé dans leurs enquêtes aux côtés de journalistes spécialisés.

Après un dernier atelier à Hanoi, à l'automne, les journalistes asiatiques se sont retrouvés à Paris pendant la COP 21, pour couvrir l'évènement. A cette occasion, leurs médias ont publié les reportages et enquêtes réalisés tout au long de l'année.

« Je suis fier d'avoir participé à cette expérience. Elle a été très importante pour nous, journalistes citoyens, non seulement pour améliorer nos capacités à traiter ces questions, mais aussi pour nous hisser au même niveau professionnel que d'autres médias réputés d'Asie du Sud-Est. »

Anton Muhajir, fondateur et rédacteur de balebengong.net, média en ligne de journalistes-citoyens (Bali)

Apprendre à couvrir une conférence internationale

Le volet Afrique du projet a, de son côté, débuté fin avril 2015 à Madagascar, par une formation de deux semaines à la conception et à la réalisation d'émissions radiophoniques liées aux enjeux du réchauffement climatique, pour dix journalistes issus de radios de proximité malgaches. Puis, en juin, les bureaux de l'UNESCO de Nairobi, au Kenya, ont accueilli la première session des web-journalistes et blogueurs africains de Médias 21, destinée à appréhender les défis environnementaux et à mener des reportages adaptés aux contextes locaux.

En juillet, blogueurs et journalistes web et radio d'Afrique de l'Est et de Madagascar se sont réunis à Paris pour couvrir la conférence scientifique internationale Our Common Future under Climate Change, sous l'égide de l'UNESCO. Enfin, en octobre, un mois avant la COP21, ils ont participé la 5ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA), à Victoria Falls, afin de finaliser leurs stratégies éditoriales.

« Participer à ce projet m'a permis de mieux comprendre les aspects scientifiques du réchauffement climatique. Rencontrer des experts et assister à des conférences m'ont aidée à mieux communiquer sur cette problématique. Cela m'a donné envie d'apprendre plus et aussi d'écrire plus sur ce sujet. »

Eunice Kilonzo, journaliste à The Daily Nation (Kenya)

Calendrier du projet	Janvier 2015 - Février 2016
Budget global estimé	1,425 M€
Coûts complets 2015	1,225 M€
Pays d'origine des bénéficiaires	Madagascar, Kenya, Tanzanie, Philippines, Indonésie, Thaïlande, Cambodge, Vietnam

Durant la COP21 au Bourget, en, décembre 2015



BILAN FINANCIER

Montants exprimés en K€

BUDGET AFRIQUE	
Conseil/expertise	2 028
<i>Médias et développement</i>	1 112
<i>Médias et entreprise</i>	258
<i>Médias et ressources humaines</i>	308
<i>Médias et pluralisme</i>	350
Équipe et fonctionnement	1 191
Fin activités distributions de programmes	1 159
BUDGET MÉDITERRANÉE-ASIE	
Conseil/expertise	2 190
<i>Médias et développement</i>	1 219
<i>Médias et entreprise</i>	250
<i>Médias et ressources humaines</i>	538
<i>Médias et pluralisme</i>	183
Équipe et fonctionnement	1 058
BUDGET DES FONCTIONS SUPPORT	
Communication et internet	169
Frais de structure	2 212
Équipe et fonctionnement	1 208
Fin des contrats techniques (distribution)	641
RESSOURCES	
Subvention du ministère des Affaires étrangères et du Développement international	10 328
Hors subventions : commandes publiques et contrats bailleurs	1 315
Contribution des bénéficiaires	361
Financement des activités d'expertise	
Subvention annuelle du MAEDI	9 193
Commandes publiques	443
Contrats bailleurs multilatéraux	872
Contribution des bénéficiaires	292

BUDGET DES PROJETS

Projets en cours	Pays d'origine des bénéficiaires	Nbre d'actions 2015	Coût complet en 2015*
Afrique programmes	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Sénégal	4	285 k€
Afrique TNT	Côte d'Ivoire, Bénin	7	185 k€
Formation à l'exploitation du fil AFP	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo	2	60 k€
4M "Transition numérique des quotidiens arabes"	Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc	6	280 k€
Création de la chaîne tout info VTV24	Vietnam	5	295 k€
Shabab up ! Radio**	Algérie, Maroc, Tunisie	9	310 k€
Développement de projets Médias et entreprise			50 k€
TOTAL MÉDIAS ET PLURALISME	6 projets		1 465 k€
Projet	Pays d'origine des bénéficiaires	Nbre d'actions en 2015	Coût complet en 2015*
Master Management des médias	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Algérie, Maroc, Tunisie	1	100 k€
Afrique Innovation	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Algérie, Maroc, Tunisie	9	720 k€
Ecrire et produire en Afrique	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo	1	150 k€
Création du Myanmar Journalism Institute (MJI)**	Birmanie	2	395 k€
SafirLab, accompagner les acteurs du changement dans le monde arabe	Egypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie, Yémen	1	110 k€
Images d'Afrique Formation**	Afrique du Sud, Cameroun, Ethiopie, Ghana, Burkina Faso, Niger	3	310 k€
Shabab up ! Ecole**	Maroc, Tunisie	13	270 k€
Développement de projets médias et RH			35 k€
TOTAL MÉDIAS ET RESSOURCES HUMAINES	7 projets		2 090 k€

Projet	Pays d'origine des bénéficiaires	Nbre d'actions en 2015	Coût complet en 2015*
Radio Dialogue, des radios pour la paix**	Côte d'Ivoire	1	70 k€
Faso Médias : citoyenneté, médias et élections**	Burkina Faso	16	1 480 k€
Africtivistes : renforcement des initiatives citoyennes	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo Brazzaville, Congo Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Guinée Equatoriale, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo	1	135 k€
ILYM (Irak - Libye - Yémen Médias)	Irak, Libye et Yémen	1	155 k€
Moderniser l'ORTM pour la passage à la TNT	Mali	2	65 k€
Journalisme citoyen et de proximité dans les régions tunisiennes	Tunisie	3	205 k€
L'incubateur des médias syriens**	Syrie	18	1 775 k€
Elections présidentielles en Birmanie	Birmanie	1	125 k€
EBTICAR-Média : un soutien aux médias en ligne innovants**	Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie	1	1 050 k€
4M Caucase	Arménie, Biélorussie, Géorgie	4	200 k€
4M Asie	Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor Oriental, Vietnam	1	65 k€
Cycle de formation au journalisme d'enquête	Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie	1	75 k€
Développement de projets médias et pluralisme			55 k€
TOTAL MÉDIAS ET PLURALISME	12 projets		5 455 k€
Projet	Pays d'origine des bénéficiaires	Nbre d'actions en 2015	Coût complet en 2015*
Deux voix, un avenir	Mali	6	320 k€
Médias 21 / Afrique	Madagascar, Kenya, Tanzanie	6	675 k€
Médias 21 / Asie	Philippines, Indonésie, Thaïlande, Cambodge, Vietnam	5	550 k€
Préfiguration projet "Migrations"	Afrique	1	190 k€
Développement de nouveaux projets			55 k€
TOTAL MÉDIAS ET DÉVELOPPEMENT	5 projets		1 790 k€
TOTAL			10 800 k€

* La répartition du budget de CFI par activité se fait sur la base d'une analytique en coûts complets. Les données budgétaires indiquées pour chaque projet comprennent les coûts opérationnels ainsi qu'une quote-part des frais de structure.

** Projets sous commande : Union Européenne (Bruxelles et DUE) et autres commandes de l'Etat (FSP, Centre de Crise et de Soutien).

CFI : AGENCE FRANÇAISE DE COOPÉRATION MÉDIAS

Contact

131, avenue de Wagram _ 75017 Paris _ France

www.cfi.fr



CFImedias